

NON, LES ÉTUDIANT.E.S NE SONT PAS À VENDRE !

"L'université de Bordeaux est ainsi garante du respect des individus et des principes démocratiques qui sont la base de son action."

C'est sans doute pour mettre en application ces beaux principes affichés sur son site web que l'Université reçoit le Général Xavier Michel, pour faire la promotion de stages de recherche « dans des conditions très avantageuses » au sein de l'Université King Abdallah en Arabie Saoudite. Il est proposé de financer le voyage et le séjour aux étudiant.e.s qui seraient disposé.e.s à aller travailler quelques mois dans cet établissement.

Rappelons que :

- L'Arabie Saoudite est une monarchie absolue. Le gouvernement saoudien interdit tous les partis politiques et syndicats ainsi que toute expression non contrôlée par le régime. On peut citer le cas de Raif Badawi, blogueur et militant emprisonné en 2012 et condamné pour apostasie et insulte à l'islam à mille coups de fouets et dix ans de prison.

- L'Arabie Saoudite est un régime de patriarcat institutionnalisé. Chaque femme doit vivre sous la tutelle d'un homme de sa famille, qui a autorité pour prendre des décisions à sa place (autorisation de voyager, d'étudier, de travailler).

- La peine de mort est appliquée pour reniement de l'islam, homosexualité, blasphème. La torture physique est couramment employée: lapidation, amputation, flagellation etc. On dénombre 175 exécutions pour l'année 2014.

Inciter les étudiant.e.s à travailler dans un tel contexte nous paraît criminel.

Les promoteurs de cette initiative comptent bien entendu sur la détérioration des conditions de vie des étudiant.e.s en France comme élément motivateur, en leur proposant une carotte financière.

Dans une période où l'État français se présente chaque jour comme le garant de la liberté-égalité-fraternité dans une visée patriotique et nationaliste, il est important de rappeler que ces mots ont un sens. Dans quel but un général de l'armée française se fait-il le représentant de commerce d'un régime totalitaire ? Les intérêts financiers de l'État et des entreprises françaises dans la région ne sont probablement pas étrangers à cette démarche. Les politiques de guerre néo-coloniale sont menées par les États occidentaux depuis des décennies au Moyen-Orient. Sous couvert d'exportation de la démocratie, ces politiques conduisent à des massacres de masse et à la déstabilisation de luttes émancipatrices qui ont lieu dans la région, par exemple la lutte des Kurdes pour le Rojava en Syrie

Nous dénonçons fermement cette proposition et appelons à un rassemblement le 14 décembre à 17H00, campus universitaire de Talence. BÂT A30 pour montrer que non, les étudiant.e.s ne sont pas à vendre !